

**Avis adopté**

Séance plénière du 23 octobre 2024

*Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)*

**Familles**

L'angle du Rapport annuel sur l'état de la France de cette année avec le sondage CESE-IPSOS prend une voie inédite qui interroge fortement mais rejoint bon nombre de recherches et d'écrits récents d'historiens, de philosophes, de sociologues. Pour Marcel Gauchet, avec « Le nœud démocratique », il s'agit d'une crise « dans » la démocratie, plutôt que « de » la démocratie. S'y affrontent en effet des exacerbations de principes : d'une part, les droits des individus et leurs libertés personnelles, d'autre part, la souveraineté populaire et le pouvoir des citoyens organisés en corps intermédiaires. Reste à comprendre pourquoi et comment cette tension, qui n'est pas totalement nouvelle entre l'individuel et le collectif, longtemps maîtrisée et source de conquêtes sociales, s'est transformée en conflit aigu réinterrogeant même les bienfaits de la démocratie.

Que nous dit le sondage CESE / IPSOS ? Avec les difficultés rencontrées dans l'accès aux soins, la perte de pouvoir d'achat toujours présente même si l'inflation semble battre en retraite, le sentiment d'exclusion qui résulte des difficultés de la vie quotidienne se double d'un sentiment d'invisibilisation qui renforce la défiance vis-à-vis des institutions. Devant l'impuissance des politiques à appréhender et à apporter des réponses à ces difficultés, les Français et les Françaises même s'ils s'engagent au quotidien aspirent à plus de bien-être plutôt qu'à plus de démocratie. La lecture démocratique apparaît dès lors comme plurielle et son interprétation toujours susceptible d'une mise en contexte. Cette question de la lecture plurielle de la démocratie trouve à s'appliquer sur beaucoup de politiques publiques avec le sentiment pour les Français et les Françaises que les décideurs politiques sont éloignés voire déconnectés de leurs réalités de vie.

S'agissant plus précisément de la politique familiale avec sa double dimension d'aides aux familles comprenant les prestations familiales et les services aux familles notamment pour garantir l'accueil des jeunes enfants, le constat est sans appel sur les deux volets : avec la remise en cause de l'universalité, certains ont le sentiment de contribuer sans jamais recevoir et côté petite enfance, les crèches privées lucratives sont à la fois accélérateur, symbole et symptôme de la crise du secteur de la Petite enfance. Les parents attendent et souhaitent voir aboutir un congé parental adapté et mieux rémunéré permettant aux pères comme aux mères de pouvoir le prendre et

s'occuper de leur enfant dans sa première année de vie. Là aussi la réforme annoncée depuis plusieurs années est toujours reculée.

Redonner confiance aux familles est un impératif et pour ce faire plusieurs leviers sont à mobiliser en prise avec leurs réalités de vie. Cela signifie :

- Permettre à chacune et à chacun de réaliser son désir d'enfant notamment à travers le soutien de la politique familiale ;
- Restaurer une universalité réelle pour cette politique au service de toutes les familles ;
- La conciliation vie familiale – vie professionnelle, doit devenir un objectif majeur de la politique familiale au-delà de la seule question des places d'accueil de la petite enfance ;
- Une juste articulation entre solidarité familiale et solidarité nationale doit être recherchée ;
- La famille doit être appréhendée dans sa réalité intergénérationnelle ;
- Et la prévention des risques sociaux doit enfin devenir une réalité.

**Le groupe Familles a adopté l'avis.**